

La diplomatie féministe en Suède

La Suède a élu un gouvernement de droite et d'extrême droite le 11 septembre 2022. Le Ministre des affaires étrangères, Tobias Billström, a annoncé l'abandon de la politique étrangère féministe instaurée depuis 2014, pays pionnier en la matière. En quoi ce retour en arrière confirme-t-il la menace des partis populistes et ultraconservateurs sur le droits des femmes ?

Qu'est-ce que la diplomatie féministe ?

L'ONU ne donne pas de définition universelle mais admet que le concept englobe la défense de l'égalité femmes-hommes et l'émancipation des femmes au travers de :

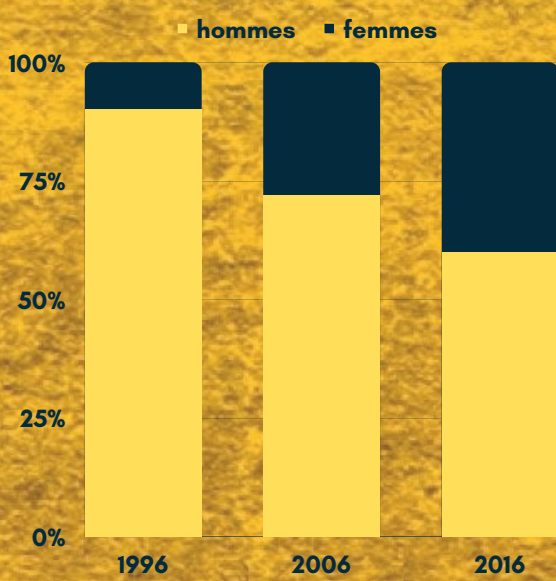
- * La promotion de l'émancipation économique
- * La lutte contre les violences et les discriminations
- * L'amélioration de la participation des femmes à la vie politique
- * Le respect des femmes

La diplomatie féministe suédoise depuis 2014

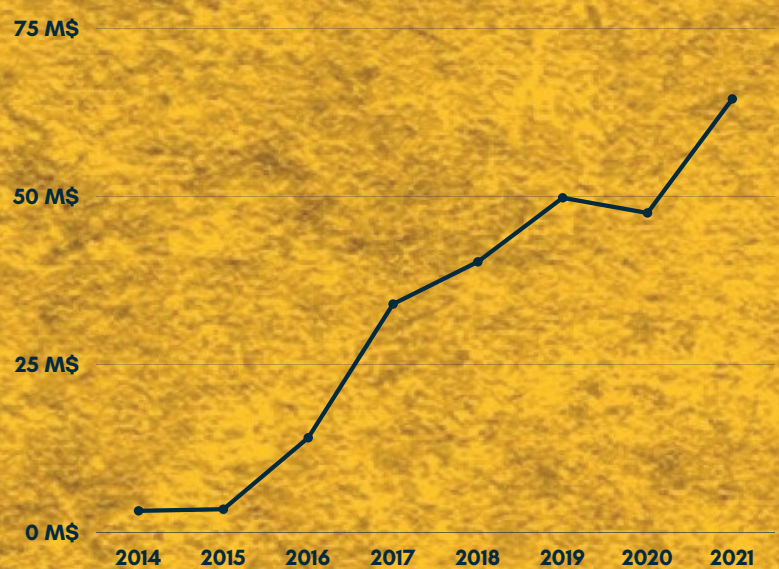
Trois axes de la diplomatie féministe en Suède

- * Les droits
- * La représentation
- * Les ressources

Part des femmes ambassadrices, 1996-2016



Aides apportées par la Suède pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans le monde (millions de \$)



Les implications de cet abandon

Ce concept dans la diplomatie suédoise est mis de côté depuis 2019 avec le départ de son initiatrice, Margot Wallström. Toutefois, l'égalité de genre est un axe transversal de la politique étrangère suédoise qu'il sera difficile de mettre de côté.

Nous constatons **une normalisation** de la montée de l'extrême droite en Suède, parti des Démocrates Suédois, et de leurs valeurs aux racines néonazies, ultradroites, nationalistes, conservatrices, ethno-différentialistes (patriotisme ethnique et social), traditionnelles de la famille et de la nation, xénophobes et racistes.

Ce parti s'appuie sur le fémonationalisme pour servir son programme.

Fémonationalisme : instrumentalisation des causes féministes par les partis nationalistes pour défendre une identité nationale ou légitimer un programme xénophobe.

Le modèle suédois va perdre en légitimité et il existe un risque de **retour en arrière dans les autres pays** ayant adopté cette diplomatie (Canada 2017, France 2019, Mexique 2020, Chili 2022, Allemagne, Luxembourg et Espagne 2021).